

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Bureau du Conseil d'administration

Séance du 18 janvier 2023

Extrait des délibérations

Le 18 janvier 2023, le Bureau du Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président, Monsieur Stéphane VILLAIN et sous sa présidence.

Date de la convocation : le 11 janvier 2023.

Etaient présents Madame, Messieurs : Bernard BESSON, Jean-Claude GRENON, Ghislaine GUILLEN.

Etait excusé Monsieur : Christophe CABRI.

Nombre de conseillers en	exercice :	5
	quorum :	3
	présents :	4

N°155-2023

DEMANDES DE REMISES GRACIEUSES – INDEMNISATION DE SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

**DEMANDES DE REMISES GRACIEUSES – INDEMNISATION DE SAPEURS-POMPIERS
VOLONTAIRES**

Au cours de la saison exceptionnelle de l'été 2022, le SDIS 17 a été confronté à une problématique d'indemnisation des sapeurs-pompiers qui s'est révélée complexe.

Le montant d'indemnisation prévu par l'Etat pour les renforts saisonniers au profit d'autres départements, et notamment du SDIS 33, n'est pas identique aux montants prévus dans le cadre des opérations engagées au sein du département de la Charente Maritime.

Aussi, le service doit dissocier les remontées informatiques issues du logiciel d'alerte entre les interventions selon qu'elles soient au profit du SDIS 17 ou de l'Etat.

Cela a engendré un suivi «manuel» de la part du pôle RHC qui a procédé aux ajustements individuels nécessaires.

A l'issue de cette opération de régularisation, deux situations individuelles restent non résolues :

- un officier, ancien chef de centre, ayant quitté le SDIS 17, fait l'objet d'un trop perçu d'un montant de 455,63 € ;
- un saisonnier, n'étant plus par définition affecté au SDIS 17, fait l'objet d'un trop perçu d'un montant de 303,00 €.

Ces agents n'étant plus en activité au sein du SDIS 17, la régularisation sur indemnisation ne peut se faire.

Au regard des montants engagés et du profil de ces deux agents, il est proposé qu'une remise gracieuse leur soit accordée et que ces sommes ne leur soient pas réclamées.

Après en avoir délibéré, le Bureau du Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'accorder une remise gracieuse totale au profit des deux agents concernés.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN

Certifié, publié et exécutoire

le 26 JAN. 2023

B 18012023 DEL 155

Pour le Président du Conseil d'administration

et par délégation,

Le Directeur départemental adjoint

Colonel Eric JOUANNE